

Brochure n° 3240

Convention collective nationale

IDCC : 1487. – **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**
(Commerce de détail)

■ *Journal officiel* du 26 mars 2009

**Arrêté du 19 mars 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale du commerce de détail de
l'horlogerie-bijouterie (n° 1487)**

NOR : MTST0906511A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1988 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 15 décembre 2008, portant extension de la convention collective
nationale du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie du
17 décembre 1987 et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'avenant n° 18 du 20 mars 2008, relatif à la prime de fin d'année, à la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 juin 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collec-
tive (sous-commission des conventions et accords), rendus lors des séances
du 27 novembre 2008 et du 6 février 2009, notamment l'opposition de deux
de ses membres issus d'un même collège ;

Considérant que l'avenant susvisé ne contrevient pas aux lois et règle-
ments en vigueur sous les réserves ci-après formulées,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie du 17 décembre 1987, tel que modifié par l'avenant n° 3 du 10 juin 1988, les dispositions de l'avenant n° 18 du 20 mars 2008, relatif à la prime de fin d'année, à la convention collective susvisée.

L'article 1^{er} est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 1132-1, L. 1132-2 et L. 2511-1 du code du travail, telles qu'interprétées par la Cour de cassation (Cass. soc. 16 février 1994 n° 90-45.916, Cass. soc. 15 février 2006 n° 04-45.738 et Cass. soc. 5 avril 2006 n° 03-48.017).

Le dernier alinéa de l'article 1^{er} est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 1221-1 du code du travail, telles qu'interprétées par la Cour de cassation (notamment Cass. soc. 7 novembre 2007 n° 06-40.115).

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mars 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/22, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.